

## Syrie : halte aux massacres !

*Extrait d'un appel unitaire aux rassemblements du 14 décembre, soutenu par le collectif Avec la Révolution Syrienne, dont l'Union syndicale Solidaires est membre.*

A l'heure où les forces gouvernementales syriennes sont en train de prendre le contrôle de la quasi-totalité de l'Est de la ville d'Alep, des dizaines de milliers de civils doivent être protégés de toute urgence. Des civils vivant dans ces secteurs sont victimes d'actes de représailles commis par les forces loyales au gouvernement syrien : détention arbitraire, torture, disparition forcée et exécutions extrajudiciaires. **Le Haut-commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme (HCDH) dénonce l'exécution d'au moins 82 civils, dont 11 femmes et 13 enfants, par les forces pro-gouvernementales.** « Nous avons été informés que des forces pro-gouvernementales ont pénétré dans des habitations et tué les civils qui s'y trouvaient, y compris les femmes et les enfants », a dit le porte-parole du HCDH. Les blessés ne peuvent pas être évacués, ceux qui essayent de fuir risquent leur vie. Nous demandons que :

- Les parties au conflit autorisent les civils, s'ils le souhaitent, à quitter la ville sans restriction et en toute sécurité, et que leur évacuation soit facilitée.
- Un accès humanitaire soit garanti pour que l'aide dont ont besoin les civils puisse être acheminée.
- Les bombardements cessent.
- Des observateurs puissent assurer le respect des droits humains et du droit international humanitaire.



<https://aveclarevolutionsyrienne.blogspot.fr>

## Turquie : manifestation à Paris, le samedi 7 janvier

Le 9 janvier 2013, les militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan (Rojbîn) et Leyla Saylemez étaient assassinées d'une balle dans la tête, dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, situés au 147 rue La Fayette, à Paris. Alors que depuis quatre ans la mobilisation ne faiblit pas pour demander vérité et justice pour ces assassinats, **les vrais responsables n'ont jamais été réellement inquiétés.** Très rapidement après le 9 janvier, la plupart des journaux français titrent sur l'assassinat en avançant la thèse d'un règlement de compte interne au PKK, ce que contestent aussitôt les organisations kurdes. C'est peu de temps après que l'assassin, Ömer Güney, est arrêté. L'enquête menée par la police française révèle le parcours de cet homme, issu d'une famille nationaliste turque, ayant réussi à s'infiltrer dans le mouvement kurde, d'où sa présence ce jour dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan. Un mail, parvenu à la préfecture de Police l'accuse alors d'avoir réalisé cet assassinat sur ordre des services de renseignement turcs, le MIT. Un an après l'assassinat, une bande-son ainsi qu'un document interne au MIT sont révélés. Ils corroborent la thèse d'un assassinat commandité par le MIT.

**Solidaires**  
NOTE N°3  
TURQUIE / KURDISTAN

Dépêchez-vous d'arriver à Paris le samedi 7 janvier 2017, au siège de Solidarités à Paris, pour participer à la manifestation de soutien à la justice pour Sakine, Fidan et Leyla. C'est à Paris que nous devons nous battre pour la vérité et la justice pour ces femmes et ces enfants. Le collectif international des peuples est avec nous.

Note spéciale : Manifestation du 7 Janvier  
VÉRITÉ et JUSTICE pour Sakine, Fidan et Leyla !

Le samedi 7 janvier, aux 11h, dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan (C.I.K.) à Paris, à 147 rue La Fayette, nous nous réunissons pour soutenir la justice pour Sakine, Fidan et Leyla. Il y aura aussi une manifestation devant le Palais de Justice.

**Manifestation à Paris : 11h / Gare du Nord**

Solidaires prévoit un cortège syndical dans la manifestation. Il est donc souhaitable qu'un maximum de camarades soient présents en pour faire une manifestation de masse. Nous espérons que des bus partent pour Paris depuis une grande partie des villes où le mouvement kurde est organisé.

Une proposition de manifestation a été faite à Paris. Les organisations syndicales et politiques de la région parisienne ont accepté de participer à cette manifestation.

L'acte de violence est un acte de répression dans une lutte nationale et internationale. Il faut donc un soutien à la justice pour Sakine, Fidan et Leyla, des centres de soutien et de solidarité, des centres de soutien, des centres de soutien, des centres de soutien.

Un groupe Turque / Kurdistan a été créé. Il est composé de personnes de différentes nationalités. Il est composé de personnes de différentes nationalités. Il est composé de personnes de différentes nationalités.

Il est important de soutenir la justice pour Sakine, Fidan et Leyla. Il est important de soutenir la justice pour Sakine, Fidan et Leyla. Il est important de soutenir la justice pour Sakine, Fidan et Leyla.

**Malgré les demandes répétées du mouvement kurde et des organisations françaises en soutien, les documents des services français n'ont jamais été complètement déclassifiés.** Seuls quelques paragraphes dans des notes de plusieurs pages ont été rendus publics. Alors que le parquet de Paris renvoyait Ömer Güney devant la Cour d'Assise de Paris, retenant le caractère « terroriste » de l'assassinat, et donc la présence de commanditaires en Turquie, l'Etat turc a toujours refusé de partager ses informations avec la justice française. L'enquête a duré deux ans et demi, et le procès a été annoncé pour le 5 décembre 2016, 18 mois plus tard. Il a ensuite été repoussé au 23 janvier. Ömer Güney est mort le 17 décembre, mais l'exigence de vérité et de justice demeure !

**Samedi 7 janvier, une manifestation est organisée à Paris. L'Union syndicale Solidaires y appelle, pour Sakine, Fidan et Leyla, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre la dictature d'Erdogan et ses mesures répressives à l'encontre des mouvements sociaux et politiques progressistes.** Nous avons proposé aux autres organisations syndicales d'organiser un cortège unitaire.

# Etat d'urgence en Ethiopie

*Nous reprenons ici un texte d'une camarade de Solidaires étudiant-e-s.*

Le 11 Novembre, j'ai appris que mon ami a été arrêté. Pendant que le monde a les yeux rivés sur Mossoul, Raqqa et Trump, en Ethiopie le régime a décrété l'état d'urgence le 9 octobre et mène une répression à huis clos contre toutes les voix dissidentes, dans l'ignorance générale.

J'ai rencontré Befeqadu à Addis-Abeba il y a 2 mois de cela alors que je l'interrogeais sur l'adoption de la loi antiterroriste par l'Éthiopie en 2009, sa teneur, ses conséquences, et les schémas de répression qui en découlent. Il m'a alors été donné de percevoir l'abomination d'un régime qui ne cesse de se durcir depuis qu'il a accédé au pouvoir en 1991 et dont les efforts développementalistes, qui lui valent un des meilleurs taux de croissance économique en Afrique, n'ont d'égal que la chasse méticuleuse qu'il mène aux critiques de sa politique. **Récemment, de novembre 2015 à l'été 2016, le régime éthiopien a été confronté au plus important mouvement de contestation qu'il ait eu à gérer jusqu'à présent.** Déclenché par la décision de mettre en œuvre un plan d'agrandissement et d'urbanisation de la capitale Addis-Abeba, le *Master Plan* a fait souffler un vent de révolte en région Oromia où les paysans redoutaient une nouvelle vague d'expropriation de leurs terres au profit de grandes exploitations, locales ou étrangères.



Cependant, le *Master Plan* n'est que le catalyseur de protestations beaucoup plus profondes dénonçant la politique de confiscation des terres, l'absence de retombées économiques de la croissance tant vantée, ainsi que le chômage endémique qui touche la jeunesse. La problématique est foncière, sociale, mais également politique, dans un pays où l'ensemble du système politique est verrouillé par les membres du principal parti de la coalition au pouvoir, le TPLF, issu de l'ethnie numériquement minoritaire, les Tigréens. Le régime a minimisé l'ampleur de la révolte jusqu'à ce que la région Amhara, à l'été 2016, ne rejoigne les protestations Oromos et que n'émerge le risque de voir se nouer une alliance entre deux groupes ethniques représentant 40% de la population.

La situation, toujours très tendue à l'automne 2016, a connu un regain de violence le 2 octobre alors que pendant Ireecha, un festival religieux oromo, un grand nombre de personnes ont trouvé la mort à cause de la répression étatique. C'est dans ce contexte et face aux émeutes qui ont suivi ce tragique événement que l'état d'urgence a été déclaré. Befeqadu et ses ami-e-s font partie de cette génération qui refuse que leur soif de libertés ne se laisse enfermer dans un système qui ne leur laisse que deux options : participer à la marche forcée d'un régime autoritaire ou l'exil. En 2014, ils et elles ont créé « Zone9 » un collectif de blogueur-euses dont les *posts* sur la situation politique, économique et sociale du pays rencontrent un écho certain sur les réseaux sociaux éthiopiens.

De la détention, de la torture, de l'injustice d'être traité-e-s comme des criminel-le-s alors qu'ils et elles ne réclament que le droit de pouvoir s'exprimer librement, ils et elles en savent déjà beaucoup pour avoir passé un an et demi en prison d'où ils et elles ont été libéré-es en 2015 après avoir été acquitté-es des accusations de « terrorisme » qui pesaient sur le collectif.

**Aujourd'hui, depuis la proclamation de l'état d'urgence, ce sont des arrestations et des détentions arbitraires de masse qui ont lieu :** 11 000 personnes croupissent déjà dans les prisons, sans possibilité de contester la légalité de leur détention, parce que l'état d'urgence oblige. Par ailleurs, les « camps de réhabilitation » qui ne sont rien d'autre que des antichambres de la torture, fonctionnent à plein régime. C'est donc l'occasion pour le gouvernement de régler ses comptes avec les journalistes, les blogueur-euses et les membres de l'opposition encore en liberté, si bien que chaque jour apporte son lot de nouvelles disparitions ou de condamnations dans leurs rangs.

Befeqadu en fait partie. Il a été arrêté pour avoir remis en cause l'état d'urgence au cours d'une interview. Et je crains que maintenant qu'ils lui ont mis la main dessus, envisager sa libération est un horizon incertain. L'état d'urgence leur permet de le détenir sans le présenter devant un juge et ce jusqu'à la fin de l'état d'urgence. Or nous savons maintenant, en regardant vers les pays qui ont déjà eu recours à un état d'exception, que la dynamique de gouvernement propre aux états d'exception tend à leur extension bien au delà de la période prévue initialement. En Éthiopie, la tristement célèbre prison de Kality comptant un grand nombre de prisonniers politiques et de conscience, se répartit en 8 zones. La 9ème zone à laquelle fait référence le nom du collectif de mes ami-e-s renvoie au pays dans son ensemble, en tant que prison à ciel ouvert. Chaque jour qui passe, les activistes, les défenseur-euses des droits humains, les journalistes, les blogueur-euses, les gens ordinaires, vivent un quotidien fait de peurs et d'incertitude, redoutant à chaque instant d'être jetés dans une des infâmes prisons du régime. Beaucoup d'entre eux/elles d'ailleurs, comptent plus d'ami-e-s en détention qu'en liberté. Il est temps d'arrêter de regarder ce pays uniquement sous l'angle de la *succes story* économique, mais de le voir pour ce qu'il est : un de ces régimes autoritaires qui asphyxie l'ensemble de son peuple, et ce avec la bénédiction des grandes puissances internationales qui en ont fait un partenaire stratégique dans le domaine économique et sécuritaire en Afrique.

## Turquie : une délégation de *Renault* Bursa présente en France

Deux des dix élus par les salariés de *Renault* Bursa en Turquie à la suite des grèves de l'année dernière, et licenciés depuis, sont venus à l'invitation de SUD *Renault* Guyancourt, accompagnés par le responsable international de leur syndicat Birlesik Metal IS (affilié à DISK).

Le premier jour, un tract a été distribué au personnel du Technocentre à Guyancourt (Yvelines), un communiqué de presse diffusé et une prise de parole organisée devant l'entrée. Puis, un débat s'est tenu dans les locaux syndicaux de SUD avec la participation d'une vingtaine de salariés de *Renault*. Cela a permis de présenter la situation actuelle à *Renault* Bursa et de répondre aux questions. Le soir, une réunion publique se tenait à la Bourse du travail de Paris. Le lendemain, les mêmes initiatives étaient organisées à *Renault* Lardy, mais la réunion du midi se tenait dans les locaux de la CGT.

Après les grèves de 2015, environ 4000 *Renault* se sont syndiqué-es à Birlesik Metal IS, demandant la reconnaissance de leur syndicat par la direction de *Renault*. Le syndicat jaune Turk Metal Is devient alors une coquille vide, ce qui gêne considérablement la direction et le gouvernement turc qui ne craignent un effet boule de neige dans l'ensemble de l'industrie. **La mobilisation des salarié-es contraint la direction de l'établissement de Bursa à accepter de dialoguer avec les 10 représentants élus des salariés et par accepter l'organisation, fin février 2016, d'élections pour déterminer le syndicat représentatif avec qui la direction devra négocier le prochain accord (salaires, conditions de travail, embauches, etc.).**

La veille du scrutin, prétextant des problèmes techniques la direction de *Renault* ferme l'entreprise puis annonce le licenciement des 10 délégués le lendemain. Une mobilisation devant l'usine est sévèrement réprimée par la police, présente en masse et qui interdit depuis tout rassemblement devant l'usine. Des dizaines de salarié-es sont licenciés par vague successives et les chefs d'équipe mènent une chasse aux syndiqué-es à coup de menaces et de sanctions. A ce jour, plus de 500 salarié-es ont été licenciés et la pluparts sont sur des listes noires qui les empêchent de retrouver du travail. Ils ont été remplacés par des intérimaires ou des CDD. Le « syndicat » Turk Metal est partie prenante de cette répression et espère rester grâce à la direction de l'usine le syndicat représentatif.



**Nous continuons les échanges d'informations, intensifions la pression médiatique et interne sur la direction de *Renault* pour dénoncer sa politique antisyndicale systématique.**

[www.solidaires-industrie.org/Lundi-12-decembre-le-Technocentre](http://www.solidaires-industrie.org/Lundi-12-decembre-le-Technocentre)

## Etats-Unis : rencontre avec des Black Panthers

Mardi 15 novembre, Amnesty international-France organisait à la Bourse du travail de Paris, avec le soutien de l'Union syndicale Solidaires, une soirée-rencontre avec Albert Woodfox et Robert King, deux des « Trois d'Angola ». Maintenus à l'isolement dans la prison d'Angola (Louisiane) pendant des décennies (43 ans et 10 mois pour Albert Woodfox, libéré en février dernier), ils ont toujours clamé leur innocence, estimant qu'ils payaient leur engagement auprès des Black Panthers, « *les seuls noirs qui n'avaient pas peur* ».

**Pendant trois heures, Woodfox et King ont pu dénoncer la torture psychique et physique que constitue le placement à l'isolement (80 000 prisonniers américains au dernier décompte):** 23 heures sur 24 dans une cellule de 6m2, « *le défi, c'était de ne pas devenir fou. Certains se taillaient les veines pour passer quelques heures à l'infirmerie* ». Quelques semaines après la grève des prisonniers américains (lancée le 9 septembre), **ils ont rappelé que les conditions de travail en prison étaient proches de l'esclavage** : 40 heures de travail par semaine, pour « *2 centimes de l'heure en travaillant dans les champs* ». Pas de journées de congés à payer. Pas de syndicat. Pas d'assurance médicale. « *Et quand on sort de prison, le même employeur ne t'embauche pas parce que tu as un casier judiciaire* ».



Pour eux, l'élection du premier président noir américain n'a permis « *que des changements superficiels* » ; avec l'élection de Donald Trump, le combat doit continuer « *par tous les moyens* » : « *je ne sais pas si le monde se rend compte de ce que les USA ont fait en élisant Trump et des conséquences que cela aura* ». Le mouvement Black Lives Matter est un des moyens de lutte ; les mobilisations de masse et le soutien international aux prisonniers politiques, « *dont Georges Ibrahim Abdallah* », un autre. Woodfox et King ont conclu par un « *conseil à la France de ne pas suivre la même voie* », faisant écho à l'introduction de Jacques Bouissou du barreau de Paris : « *jour après jour, en France les libertés publiques sont attaquées. Ce qui est arrivé à Robert King, Albert Woodfox et Herman Wallace peut arriver ici si nous ne défendons pas l'état de droit* ».

[www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/etats-unis-40-ans-a-lisolement](http://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/etats-unis-40-ans-a-lisolement)

## Pays basque : provocation des gouvernements français et espagnols

L'Union syndicale Solidaires est signataire de ce communiqué commun, rédigé en réaction à la lamentable opération mensongère organisée par les gouvernements français et espagnol qui ont présenté comme une grande victoire sur « le terrorisme », l'arrestation de militant-es qui, dans le cadre du processus de paix, procédaient au démantèlement d'une partie de l'arsenal militaire de l'ETA.



Nous protestons contre le traitement réservé à Txetx Etcheverry (co-fondateur de Bizi, d'Alternatiba et d'ANV-COP21), Michel Berhocoirigoin (co-fondateur et ancien président de Euskal Herriko Laborantza Ganbara, la chambre d'agriculture alternative du Pays Basque), Stéphane Etchegaray (vidéaste), Béatrice Haran-Molle (journaliste) et Michel Bergougnian (coopérateur viticole) arrêtés dans la nuit de vendredi 16 au samedi 17 décembre 2016, à Louhossoa, lors d'une opération conjointe des polices françaises et espagnoles.



**En agissant ainsi, les autorités françaises et espagnoles ignorent le processus initié par les sociétés civiles des deux côtés des Pyrénées, préférant arrêter des militants non-violents qui œuvrent de manière publique pour la paix et le désarmement dans la région.** Expliquée dans une lettre rendue publique le 17 décembre 2016, leur démarche ne mérite nullement que ces artisans de la paix soient l'objet de telles poursuites dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte pour « association de malfaiteurs terroriste », « infraction à la législation sur les armes en bande organisée et en relation avec une entreprise terroriste » et « infraction à la législation sur les explosifs en bande organisée et en relation avec une entreprise terroriste ».

Nous invitons les autorités à faire preuve de discernement et de clairvoyance : les militants et militantes arrêtés, qui ont choisi une démarche non-violente, avec lesquels nous partageons certains engagements communs, ne sont ni des malfaiteurs ni des terroristes. Ils sont au contraire d'infatigables artisans de la paix que nous soutenons dans cette épreuve. Nous appelons l'ensemble des organisations de la société civile, personnalités, intellectuels, artistes, et l'ensemble des citoyen.ne.s à s'associer à cet appel et à signer la pétition en ce sens.

La libération des 5 personnes interpellées après 72 heures de garde vue et l'abandon de l'accusation d'association de malfaiteurs en lien avec une organisation terroriste, montrent que ces arrestations, comme d'autres auparavant, n'ont d'autres buts que d'entretenir une chasse à de pseudo terroristes et d'entraver le processus de paix. L'opération elle-même et les charges qui sont maintenues (port, transport, détention d'armes et d'explosifs), sont inacceptables.

## Colombie : réintégrés grâce à la solidarité internationale !

Les camarades de Colombie informent que **General Motors doit réintégrer 24 travailleurs qui avaient été licenciés ; ceci grâce à la campagne de solidarité internationale**, menée notamment par les organisations du Réseau syndical internationale de solidarité et de luttes.

## Ukraine et Russie : liberté pour les prisonnier-es politiques !

Le collectif pour la libération d'Alexandr Koltchenko et Oleg Sentsov ; dont Solidaires fait partie, a publié le deuxième numéro de son bulletin d'information. Y est notamment annoncé, une **réunion publique le samedi 4 mars** à la Bourse du travail de Paris, sur deux thèmes : **la situation des prisonniers et prisonnières politiques en Russie ; les luttes sociales et syndicales en Russie et en Ukraine.**



<http://collectifkoltchenko.blogspot.fr/>

## Iran : renforçons la solidarité internationale

**Le régime iranien continue de réprimer les syndicalistes : licenciements, arrestations, condamnations, tortures, ...** Depuis plusieurs années, une intersyndicale réunissant CGT, CFDT, UNSA, Solidaires et FSU prend régulièrement des initiatives, en lien avec des militants iraniens exilés en France et les syndicalistes en Iran. Une nouvelle réunion, fin décembre, doit permettre d'avancer sur plusieurs propositions : une solidarité financière intersyndicale, l'organisation d'un rassemblement en juin, à Genève, à l'occasion de la conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail ou encore l'envoi d'une délégation intersyndicale française en Iran...

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : [www.solidaires.org/article12420.html](http://www.solidaires.org/article12420.html)